

# ASIE : LES ALLIANCES RÉGIONALES AU DÉFI DES TENSIONS INTERNATIONALES

Vendredi 27 septembre, 14h-15h30, salle Nacre



Eunjung Lim, Delia Albert et Bates Gill

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1947, la Chine dessine sur ses cartes une ligne en neuf traits pour délimiter une zone maritime de deux millions de kilomètres carrés en mer de Chine méridionale, soit plus du cinquième du territoire terrestre chinois. Elle s'approprie ainsi un espace revendiqué par l'ensemble des pays voisins : le Viêt-nam, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie et plus récemment le Brunei. En 2016, le président chinois Xi Jinping, en visite d'État aux États-Unis, s'était engagé

auprès de Barack Obama à respecter la liberté de navigation et de survols et à stopper la militarisation de cette zone. La même année, la Cour de Justice de La Haye, saisie par le gouvernement des Philippines, avait jugé que l'expansion de la Chine sur ces îles n'avait aucune base légale internationale.

**« Il se pourrait que la Thaïlande dépasse le PIB par habitant de la Chine »**

Delia Albert

## ANIMATION

**Philippe Le Corre**, Chercheur au Centre d'analyse de la Chine de l'Asia Society Policy Institute et conseiller géopolitique d'Asia Society France

## INTERVENANTS

**Delia Albert**, Ambassadrice, ancienne Ministre des Affaires étrangères des Philippines

**Bates Gill**, Chercheur au National Bureau of Asian Research et ancien directeur exécutif au centre d'analyse de la Chine d'Asia Society

**Eunjung Lim**, Professeure à la Division des études internationales de l'Université nationale de Kongju

Pourtant, aujourd'hui rien n'a changé. Les conflits commerciaux dans cette zone de pêche très prisée n'ont toujours pas cessé. « Nous ne sommes pas d'accord, déclare Delia Albert, ambassadrice et ancienne ministre des Affaires étrangères des Philippines. Nous pensons que c'est une mer qui doit être ouverte à tous. Cette ligne de neuf traits n'a aucune raison d'être, nous devrions être libres d'y circuler, tout comme les autres pays autour, en vertu des droits inter-



**« Nous avons vécu une guerre civile atroce qui a débouché sur un conflit international »**

Eunjung Lim

pense qu'aucune autre région n'est aussi diverse que l'ASEAN. Il y a des chrétiens, des bouddhistes, des musulmans, et nous avons appris à nous connaître. »

Cette diversité culturelle et religieuse au sein de l'ASEAN est une chose. Pour autant, Eunjung Lim, professeure à la Division des études internationales de l'Université nationale de Kongju en Corée du Sud, s'inquiète elle aussi de l'escalade des tensions avec son pays voisin, la Corée du Nord. Ces deux pays, divisés après une guerre civile de trois ans entre 1950 et 1953, ont tout connu. « D'une colonie japonaise, nous avons vécu une guerre civile atroce qui a débouché sur un conflit international qui n'est toujours pas résolu à l'heure actuelle. » Mais si la Corée du Sud a pris le virage d'une société démocratique depuis 1987, elle connaît en son sein des divisions intenses entre un camp conservateur au pouvoir et un camp progressiste. Le premier manifeste une volonté d'opposition très forte avec le voisin du Nord. Il estime que les deux pays sont irréconciliables et qu'aucun compromis entre eux n'est envisageable. Le second estime la population de la Corée du Nord comme

nationaux. » La Chine, en ne respectant pas la décision du Tribunal de La Haye, s'est exposée à des sanctions majeures et une opposition forte des États-Unis, allié sur le sujet aux Philippines, ancienne colonie historique, avec laquelle subsiste un accord de coopération renforcé en matière de défense signé pendant la Guerre froide.

À cela s'ajoute le rapprochement de la Chine et de la Russie avec la Corée du Nord, pays dont son leader Kim Jong-un, alimente les tensions avec ses voisins du Sud en poursuivant son développement nucléaire. Ces alliances tentaculaires et polarisantes font craindre de futurs conflits, alors même que d'autres, comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), fondée en 1967, avec en son sein notamment les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, ont pour objet le maintien de la paix ainsi qu'une entente économique et culturelle en Asie. « C'est une région très progressiste avec une très forte croissance économique. Il se pourrait même que nous dépassions dans quelques années le PIB par habitant de la Chine, explique Delia Albert. Je

des « frères avec qui il faut restaurer le dialogue, explique Eunjung Lim. Ces oppositions sont parfois violentes, avec des atteintes à l'intégrité physique. Et la situation ne fait que s'envenimer au gré des provocations de la Corée du Nord qui ne cesse



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

d'agiter son programme d'armement nucléaire pour effrayer les populations. » D'autant plus que pour faire front à la nouvelle alliance entre la Corée du Nord, la Russie et la Chine, la Corée du Sud et le Japon semblent se rapprocher. Leur initiative suscite toutefois encore beaucoup d'interrogations. La récente élection de Shigeru Ishiba comme Premier ministre du gouvernement japonais devrait aller dans ce sens. Ce dernier œuvre notamment pour la création d'une version asiatique de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (l'OTAN). « Des initiatives durables ont été prises. La Chine a toujours été notre ennemie, même si nous avons maintenant des relations économiques très importantes. Nous devons lutter pour davantage de dialogues avec Beijing, Tokyo et Washington, car la menace de la Corée du Nord est très sérieuse. »

Mais Washington entend-il modifier sa politique en Asie ? « Rien ne l'indique », analyse Bates Gill, chercheur au National Bureau of Asian Research et ancien directeur exécutif au centre d'analyse de la Chine d'Asia Society. Les deux camps, démocrates et républicain, avec leurs candidats respectifs à la présidentielle américaine que sont Kamala Harris et Donald Trump, ont déjà dirigé la Maison Blanche. Or, « on a déjà une idée de la politique de ces deux camps et on peut supposer qu'elle ne changera pas, même si c'est plus incertain du côté de Donald Trump. Dans quelles mesures son camp acceptera de maintenir son rôle de sécurité et de défense au niveau international, notamment dans la zone Indopacifique, personne ne le sait. » Une chose est sûre, les États-Unis demanderont à leurs partenaires asiatiques de mieux assurer leur propre défense et d'être plus exigeants à l'égard de leurs relations avec la Chine et la Corée du Nord. S'ils ne sont pas formels, Bates Gill avance que de nouvelles formes de partenariats, bilatéraux et trilatéraux, sont en cours parallèlement à l'AUKUS, un accord militaire entre l'Australie, les États-Unis et

le Royaume-Uni dont l'objectif est, depuis sa création en 2021, de contrer l'expansion chinoise dans l'Indopacifique. « Les responsables américains aiment faire référence à ces trios, entremêlés de différents partenariats pour les rendre plus puissants et efficaces. » Le risque est que, si la Chine et la Corée du Nord continuent à se montrer proactives sur le champ de la défense et que l'AUKUS, sous l'impulsion politique que pourrait être l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, fait de même, un conflit militaire dans cette région n'est pas à exclure.

### **« La cybersécurité et l'espace sont des enjeux primordiaux »**

Eunjung Lim

Eunjung Lim, justement, se dit favorable à l'intégration de son pays, la Corée du Sud, à l'AUKUS, notamment pour renforcer la coopération entre les pays dans les hautes technologies. « La cybersécurité et l'espace sont des enjeux primordiaux dans le maintien de notre souveraineté contre la Corée du Nord. Sans compter que la Chine équipe son armée d'une technologie de pointe et fait un usage de plus en plus important de l'intelligence artificielle. » Une autre évolution inquiète les plus hautes sphères de son pays : la diminution du taux de natalité, qui atteint désormais 0,7 enfant par femme, soit l'un des plus bas dans le monde, et pourrait avoir des conséquences dommageables sur la croissance économique de la Corée du Sud. Le gouvernement, qui a tenté d'investir 200 milliards d'euros depuis 2006, n'a pas réussi à freiner cette tendance.